

PERSPECTIVES

« Paysanne et
fière de l'être »

Page 4

« La nourriture
doit devenir
un bien commun
de l'humanité »

Page 6



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME

Chère lectrice, cher lecteur,

Les Suisses et les Suissesses attachent beaucoup d'importance à la provenance de leurs aliments. L'essor des produits labellisés bio et équitables n'a d'équivalent que l'engouement suscité par les jardins urbains, les paniers hebdomadaires ou l'autoproduction alimentaire.

Dans l'hémisphère Sud, où l'agro-industrie accapare toujours plus de terres pour produire des denrées destinées à l'exportation, la résistance contre un modèle qui détruit l'environnement et les moyens de subsistance prend forme. Ainsi, en Afrique de l'Ouest, des paysannes et des paysans de treize pays se sont unis pour lutter contre l'accaparement des terres et pour la souveraineté alimentaire. De cette manière ils défendent l'agroécologie, les marchés locaux, le commerce équitable ainsi que la biodiversité.

***Pain pour le prochain* et *Action de Carême* s'associent à ce mouvement : nous favorisons la transformation de notre mode d'alimentation tant au Nord qu'au Sud. Les initiatives populaires pour la souveraineté alimentaire et pour des aliments équitables, sur lesquelles nous voterons cette année, vont dans le même sens. Il était grand temps.**



Bernd Nilles,
directeur d'*Action de Carême*
Bernard DuPasquier,
directeur de *Pain pour le prochain*

CONTENU

INVESTISSEMENTS

La BNS et les changements climatiques

Page 7

VUE DU SUD

Comblir la période de pénurie par des fonds de solidarité

Page 8

TRANSITION

Les Suisses se mobilisent pour créer le monde de demain

Page 9

Impressum :

Une publication de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, 2018

Rédactrice en chef :

Pascale Schnyder (pst)

Rédaction : Colette Kalt (ck), Tiziana

Conti (tc), Daniel Tillmanns (dt)

Mise en page et réalisation :

Craft Kommunikation, Zürich

Travail sur les photos : Schellenberg

Druck AG, Pfäffikon

Impression : Druckerei Kyburz AG,

Dielsdorf

Tirages : 7000 de / 1700 fr

Parait : quatre fois par an

Prix : CHF 5.- par donateur/donatrice

sont utilisés pour l'abonnement

Contacts : *Pain pour le prochain*,

ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17

Action de Carême, actiondecareme

@fastenopfer.ch, 021 617 88 81



A la coopérative maraîchère zurichoise « Ortoloco », les membres se mettent à l'ouvrage.

Local contre global

Le système alimentaire dominant à l'heure actuelle, fondé sur la production industrielle et le commerce agricole mondial, s'inscrit en opposition avec la vision d'une économie circulaire locale et autosuffisante, seule garante d'un avenir durable sur le plan social et environnemental.

« Les veaux sont nécessaires à la ferme », explique Tina Siegenthaler de la coopérative maraîchère Ortoloco, située à Dietikon (ZH). « Ils viennent de la ferme biologique Fondli, ils fournissent du fumier et valorisent l'herbe. » Sur un hectare et demi, Ortoloco propose une production écologique et diversifiée de plus de 60 variétés et fait œuvre de pionnière en gommant la frontière entre producteur et consommateur. De fait, en plus de souscrire à environ 200 paniers de légumes, les membres d'Ortoloco participent activement au travail dans les champs. Tina Siegenthaler précise : « les frais et les risques de l'exploitation sont supportés collectivement : tout le monde met la main à la pâte et récolte le fruit du travail accompli. La ferme n'est pas soumise aux exigences souvent critiquables du marché, ce qui améliore sa situation sociale et environnementale. »

Favoriser la production locale ...

Ortoloco a adopté les principes de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire, des concepts essentiels à l'heure actuelle si nous voulons nous affranchir du système alimentaire industriel et de ses répercussions désastreuses sur l'être humain et l'environnement. Il s'agit ainsi de viser la création de cycles naturels locaux qui associent le sol, les animaux et les végétaux dans une optique de renforcement mutuel.

En outre, la coopérative peut diminuer sa dépendance envers les énergies fossiles grâce à l'abandon des engrais chimiques et au rapprochement entre producteurs et consommateurs, permettant de réduire les distances de transport et de limiter le recours aux machines. L'instauration d'une confiance mutuelle, la transmission des connaissances culturelles et la valorisation du travail dans les champs jouent un rôle tout aussi important.

... ou le commerce mondial ?

Chaque jour, des quantités considérables de marchandises normalisées sont transportées en tous sens à travers le globe. Ce système, encouragé par les frais de transport réduits et les accords de libre-échange, privilégie le prix avant tout. Parallèlement, les multinationales du secteur agroalimentaire s'assurent un accès aux sols fertiles et à la main-d'œuvre bon marché des pays du Sud. Leur devise : produire à bas coût pour vendre à prix d'or.

Ce système ne saurait être durable car il détruit les circuits écologiques et sociaux. Comme le montre Ortoloco, d'autres solutions existent depuis longtemps et de nouvelles initiatives sont lancées chaque jour. Il revient à chacun d'entre nous de les soutenir afin d'aider à concrétiser la vision d'un système alimentaire durable. — Tina Goethe

« Paysanne et fière de l'être »

Si nous voulons lutter contre la faim, il faut soutenir les paysannes qui produisent la majeure partie des denrées alimentaires dans le monde.



Paysanne béninoise lors de la transformation traditionnelle de l'huile de palme. Comme des millions de petits agriculteurs, cette femme apporte une contribution considérable à la subsistance de la famille.

« De nombreuses personnes pensent que nous sommes sous-développés, mais c'est faux », explique Elizabeth Mpfu, coordinatrice de La Via Campesina, lors d'une conférence en Allemagne adressée aux jeunes paysannes. Et d'ajouter : « L'Afrique produit suffisamment de nourriture. » Avec son époux, elle tient une ferme de dix hectares dans le sud-est du Zimbabwe. Sur cette petite surface, ils produisent plusieurs tonnes de blé et de millet en culti-

vant une grande diversité de variétés.

La production industrielle n'est pas la principale cause des problèmes de sécurité alimentaire dans le monde. Le manque d'accès aux marchés ou l'interdiction de distribuer les semences traditionnelles jouent un rôle bien plus important. Elizabeth Mpfu pointe également du doigt l'accaparement des terres : « Les investisseurs acquièrent des terres à bas prix et chassent les familles

paysannes. » Les denrées alimentaires qu'ils produisent dans d'énormes monocultures sont essentiellement destinées à l'exportation.

Fausse croyance

Malheureusement, les Occidentaux se représentent souvent les petits paysans africains comme des incultes qui attendent les bras croisés d'être sauvés par l'étranger, porteur de connaissances, du génie génétique, des

engrais et des pesticides. La pauvreté des petits paysans est une réalité et ils ont besoin d'aide. Mais le savoir-faire des familles paysannes, qui produisent 70% de la nourriture mondiale, a un impact très faible sur le climat, favorise la biodiversité et préserve la fertilité des sols.

Protéger la paysannerie

Il est essentiel de protéger, aider et mettre en avant le travail des petites paysannes, principales pourvoyeuses de denrées alimentaires.

Tel est l'objectif que s'est fixé la fédération paysanne internationale La Via Campesina, regroupant 182 organisations paysannes indépendantes issues de 81 pays. *Pain pour le prochain* collabore étroitement avec ces associations. La Via Campesina mène des négociations avec l'ONU et fait pression pour mieux protéger les droits de la petite paysannerie. *Pain pour le prochain* invite également les autorités suisses à soutenir les paysannes et paysans afin qu'ils puissent faire entendre leur voix et être mieux reconnus. Elizabeth Mpfu encourage, elle aussi, ses jeunes collègues : « Soyez fières d'être paysannes. »

— Mathias Raeber

Lire et agir

Notre action

***Pain pour le prochain* aide les familles de petits exploitants à trouver et à mettre en œuvre des solutions face aux changements climatiques.**

Votre soutien

Grâce à votre don, ces familles ont un meilleur avenir malgré les changements climatiques. CCP 10-26487-1

Lutter contre l'érosion

Alors que leurs moyens de subsistance sont déjà limités, les paysans des montagnes haïtiennes doivent faire face à l'érosion. Mais les techniques de protection des sols enseignées par *Action de Carême* accroissent récoltes et revenus.

En se dirigeant vers Chénôt, on s'aperçoit déjà à quel point la vie doit y être pénible. La route goudronnée prend fin là où la plaine de l'Artibonite, dans le nord d'Haïti, fait place à une chaîne de collines escarpées. Bien que l'on puisse remonter une partie de la côte en taxi-moto, la route de montagne cahoteuse s'arrête, elle aussi, très vite. Le reste du trajet s'effectue donc à pied. Après trois heures de marche sur des pistes souvent boueuses, on parvient enfin à Chénôt, siège de l'organisation ODTPKA, partenaire d'*Action de Carême*. Et dire que, pour vendre leurs marchandises au marché, les femmes de la région se mettent en marche, lourdement chargées, au milieu de la nuit, parcourant la totalité du chemin à pied !

Des techniques au profit de la terre et de la population

La plupart des habitants de Chénôt vivent de la culture de leurs lopins de terre dont la production ne cesse de diminuer. En cause : les fortes précipitations qui emportent les sols fertiles pendant la saison des pluies créant de véritables ravines en plusieurs endroits. Afin d'enrayer ce phénomène, le partenaire d'*Action de Carême* forme les paysannes et paysans aux techniques agroécologiques permettant de lutter contre l'érosion, d'améliorer la fertilité des sols et d'accroître les récoltes. Il s'agit d'aménager des terrasses et de les stabiliser au moyen de murs de pierres, de barrières en paille ou de végétaux. On utilise, pour ce faire, la canne à sucre, l'herbe à éléphant, le ma-



L'agroécologie permet de restaurer la fertilité des sols.

nioc et le bananier, des variétés qui servent aussi à l'alimentation de la population ou à l'affouragement des chèvres. Les arbres, plantés entre les cultures, protègent la terre de l'intensité du soleil et de la violence des vents, améliorent le sol, produisent de précieux fruits et fournissent du bois destiné à la cuisine et à la construction. Notre partenaire a recouru à des formes de travail collectif existant de longue date en Haïti pour la production des plantons et le terrassement des champs.

L'ODTPKA propose également une formation en maraîchage adressée aux femmes afin de renforcer leur place dans cette région de tradition fortement patriarcale. Ainsi, il leur reste encore souvent des légumes à vendre au

marché après avoir pourvu aux besoins de leur famille. Les recettes obtenues appartiennent aux femmes, qui acquièrent, ainsi, une indépendance financière.

— Simon Degelo

Lire et agir

Notre action

***Action de Carême* aide les familles paysannes à trouver et à mettre en œuvre des solutions face à l'érosion.**

Votre soutien

Grâce à votre don, les familles paysannes du Sud peuvent maintenir leur agriculture vivrière. CCP 10-15955-7

« La nourriture doit devenir un bien commun de l'humanité »

Membre du comité suisse de la FAO, du mouvement Slow Food et coorganisateur de la Semaine du Goût, Josef Zisyadis prône une agriculture paysanne pour éliminer la faim dans le monde.

Quel devrait être le but de l'agriculture ?

De nourrir les hommes et les femmes, évidemment. La nourriture n'est pas une marchandise comme une autre. Elle doit devenir un bien commun de l'humanité et si, demain, nous sommes douze milliards sur la planète, il faudra trouver le moyen de nourrir tout le monde avec une bonne qualité gustative. Mais, si on continue comme cela, les riches vont pouvoir bien manger – bio, local, saisonnier, avec une attention particulière à la petite production artisanale – et les autres vont devoir se contenter d'une nourriture qui n'a aucun sens pour remplir la tête et le ventre des hommes. C'est tout l'enjeu d'aujourd'hui : que veut-on pour demain ? Une agriculture vivrière qui va donner du travail à des millions de personnes ou l'agro-industrie qui va entraîner la disparition de la petite paysannerie ?

Sommes-nous sur le bon chemin ?

Pas du tout. La moitié de l'humanité n'est déjà plus dans le secteur agricole et cela va continuer. De moins en moins de gens seront en contact avec l'agriculture au quotidien pour



Plaisir, saveur et durabilité sont indissociables pour Josef Zisyadis.

le plus grand bien des multinationales qui ont déjà préparé le programme de ce que nous allons manger dans le futur.

Est-ce la fin des paysans en Suisse ?

Avec trois fermes qui mettent la clé sous le paillason chaque jour, la disparition des paysans suisses est déjà en cours. L'Office fédéral de l'agriculture veut promouvoir les grandes structures agricoles et non la petite paysannerie de qualité. Rien n'est fait pour laisser la place aux jeunes. Les accords de libre-échange en cours de

négociation vont accentuer le mouvement : l'agriculture y est considérée comme un secteur économique comme les autres, avec des objectifs financiers.

Pourtant les initiatives Fair Food et Souveraineté alimentaire visent le but opposé ...

En effet. Elles font prendre conscience à la population que la nourriture n'est pas un objet de négociations économiques comme les autres. Il faut la protéger, comme l'eau et les biens communs que nous avons sur cette planète. On voit augmenter dans la

population la volonté de prendre en main son alimentation – même les supermarchés sont obligés de s'y mettre. Il est important qu'un peuple puisse voter et dire ce qu'il pense de son alimentation. C'est unique au monde.

Qu'est-ce que le Slow Food et la Semaine du Goût, que vous avez co-initiés ?

Le Slow Food est un mouvement international auquel la Suisse a participé dès le début. Aujourd'hui, il compte 3700 membres dans notre pays. Nous avons un programme éducatif pour les enfants de protection des produits qui sont en train de disparaître, appelés « presidi », comme l'huile de noix de Severy, ou le vacherin fribourgeois au lait cru de montagne. Nous recherchons le contact avec la population pour lui dire que la nourriture dépend de nous, qu'on peut la réorienter. La Semaine du Goût a lieu au mois de septembre, avec 2000 événements organisés dans les écoles, les restaurants et les épiceries de toute la Suisse. C'est une plateforme de communication sur le bien manger, les circuits courts, les initiatives originales en matière d'alimentation.

— Isolda Agazzi



La région de Tiburon, au sud de Haïti, a été pratiquement anéantie après le passage de Matthew.

La BNS et les changements climatiques

« Pas d'investissement dans des entreprises qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement ». Toutefois, comme le montre une étude, la BNS enfreint ses propres principes.

En avril 2017, 135 ONG ont envoyé une lettre ouverte à la BNS – signée aussi par *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* au sein de l'Alliance climatique –, lui demandant de calculer, puis de réduire si nécessaire, les émissions de CO₂ générées par son portefeuille de placement. Un mois plus tard, la BNS a répondu qu'elle devait appliquer une politique monétaire servant l'intérêt général du pays. Elle ajoutait que ses directives de placement

l'obligent à renoncer à tout placement dans des entreprises qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement ou qui violent massivement des droits fondamentaux. Comme le montre une étude des Artisans de la transition*, la réalité est autre : « Le portefeuille d'actions de la BNS d'entreprises cotées en bourse aux Etats-Unis est investi à 10,8% dans l'industrie fossile, ce qui engendre des émissions à hauteur de 46,5 mil-

lions de tonnes de CO₂ par année. Ce portefeuille, qui représente 9% de la fortune de la BNS, fait doubler les émissions de CO₂ de la Suisse. »

Les placements accélèrent les changements climatiques

Cette stratégie de placement est indéfendable du point de vue écologique. Il est en effet prouvé depuis longtemps que les placements dans les énergies fossiles accroissent les émissions de CO₂

et accélèrent les changements climatiques. L'augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes est, elle aussi, prouvée par des études scientifiques et se manifeste très clairement dans les projets au Sud. Par exemple à Tiburon, une région du sud de Haïti, où l'ouragan Matthew avait ravagé le pays en octobre 2016, rasant les maisons et les arbres fruitiers et anéantissant des années de développement. Il faudra des années à Haïti pour se remettre des conséquences de Matthew. Et les prochains ouragans frapperont l'île à la fin de l'été prochain déjà. Plus les phénomènes météorologiques gagnent en intensité, plus la probabilité de voir d'autres communautés détruites à l'avenir est grande. Or, il serait possible de prévenir les catastrophes naturelles provoquées par les changements climatiques : désinvestir des énergies fossiles réduirait en effet les émissions de CO₂, ce qui serait assurément bénéfique pour la stabilité du climat. Pour cette raison, les organisations de coopération au développement *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* en appellent à la BNS pour qu'elle modifie sa politique de placement. Elle doit opter pour une stratégie de placement en phase avec la préservation du climat. La BNS peut apporter sa pierre à l'édifice : elle s'est déjà dotée des directives qui lui permettent de le faire.

— Stefan Salzmann

* www.artisansdelatransition.org

Lire et agir

Notre action
Pain pour le prochain et *Action de Carême* demandent aux institutions suisses de prendre leurs responsabilités face aux changements climatiques.



Mabinta Badji, 33 ans, est médiatrice pédagogique de formation et animatrice à l'Association Sénégalaise pour un Développement Equitable et Solidaire (ASDES)

Comblen la période de pénurie par des fonds de solidarité

Dans les mois qui précèdent la récolte, de nombreuses personnes au Sénégal souffrent de la soudure, la période entre deux récoltes, où la nourriture et l'eau peuvent venir à manquer. Une étude de l'ASDES a montré que dans la région de Kaolack, 85 % de tous les ménages dans les zones rurales et 75 % en ville ont à peine assez de nourriture pendant la soudure. C'est pourquoi nous avons défini, dans notre programme 2013, des mesures visant à aider les personnes touchées à surmonter ces périodes et à les protéger de l'endettement. Après l'installation des calesbasses de solidarité et des champs collectifs, nous avons constaté une nette amélioration des conditions de vie des membres grâce aux principes de la solidarité. Les familles des membres des calesbasses ont un accès facile à un crédit solidaire, à des champs collectifs et à des achats groupés pour résoudre les problèmes de santé, de nourriture et d'éducation de leurs enfants. Ndeye Fall, âgée de 64 ans et mère de cinq garçons et de trois filles, a adhéré à la calesbasse du village d'Ourour en 2013 car elle avait de sérieuses difficultés pour couvrir les trois repas quotidiens et régler les problèmes de santé et d'éducation de ses enfants. Devenue veuve en 2007, Ndeye Fall a été contrainte de vendre toutes les terres laissées par son mari comme héritage pour ses enfants, encore mineurs, à un investisseur italien qui prétendait produire des agrocarburants à partir de la culture du jatropha. Le promoteur avait promis de recruter ses enfants comme ouvriers agricoles dans le projet pour une rémunération mensuelle par personne de 75 000 francs CFA (134 francs suisses).

« De vastes étendues de terres au Sénégal sont menacées par l'accaparement des terres. »

Mabinta Badji

Malheureusement pour elle, le promoteur a failli à sa promesse et licencié ses enfants au bout de trois mois. Ayant perdu leurs terres qui étaient leurs seules ressources, Ndeye Fall et sa famille ont vécu dans une situation d'extrême pauvreté. Grâce aux calesbasses de solidarité, elles peuvent à nouveau subvenir à leurs besoins. L'accaparement des terres est un gros problème au Sénégal. De vastes étendues de terres sont menacées par ce phénomène. En collaboration avec *Action de Carême*, ASDES a commis un avocat pour défendre les populations d'Ourour afin de leur permettre de récupérer leurs terres. Actuellement, l'affaire est portée au tribunal et nous attendons un jugement imminent. Même si nous n'avons pas encore gagné, nous constatons, non sans fierté, que la capacité de résistance de la population rurale d'Ourour, autrefois très vulnérable, ne cesse d'augmenter au bénéfice de sa sécurité alimentaire. ASDES a défendu les populations victimes de deux manières, d'abord, par une marche suivie d'une pétition remise aux autorités locales puis, par des émissions de radio organisées dans des stations à envergure départementale et nationale. Toujours avec l'appui d'*Action de Carême*, ASDES a aidé à la mise en place d'un comité de lutte et de veille ainsi qu'à la tenue d'ateliers de formation sur la gouvernance foncière et de séances tournantes de théâtre-forum dans les marchés hebdomadaires. Ces activités de plaidoyer ont abouti à une meilleure prise de conscience pour une implication des paysans dans la gestion foncière de leurs terroirs.

EN CHIFFRES

50 %

des habitants du Sénégal vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

3-6

mois par an, la population souffre de la soudure, la période de pénurie.

10 %

de la population est considérée comme sous-alimentée.

CAMPAGNE ŒCUMÉNIQUE 2018

Les Suisses se mobilisent pour créer le monde de demain



Olivier de Schutter, conférencier lors de la journée sous le signe de la transition le 22 février 2018 à Berne.

Les événements organisés par *Pain pour le prochain*, *Action de Carême* et différents organisateurs dans tous les cantons romands ainsi qu'à Berne et Bienne ont rencontré un succès qui en dit long sur la quête d'un monde meilleur.

« Vous êtes les pionniers, les leaders de demain » lance Satish Kumar aux centaines de personnes venues assister à notre conférence du 22 février à Berne. Enthousiaste et débordant de vitalité, l'octogénaire écrivain, professeur, activiste politique et écologique ainsi que pionnier du mouvement de la transition, rappelait que nous existons dans notre relation avec les autres et qu'il est nécessaire d'exercer d'abord la transition en soi, de manière individuelle et spirituelle, pour se libérer de l'esclavage du travail, de l'argent et de la standardisation. Ce chemin personnel pose les bases solides

pour, ensemble, parvenir à réduire les inégalités et accroître la justice sociale.

Face à l'échec des politiques et de l'économie, les gens prennent leur destin en main

Pour Olivier de Schutter, professeur de droit international et intervenant lors de cette journée, il s'agit d'arriver à des sociétés plus pauvres en émissions de carbone, mais plus riches en liens sociaux, plus inclusives et plus résilientes. Lui aussi estime que la transformation individuelle conduit à une volonté collective propice au changement de cap pour notre société. Les gens ne veulent plus attendre des solutions qui viennent de l'extérieur. Ils ont pris conscience qu'ils peuvent exercer un pouvoir sur leur propre vie et, collectivement, sur le monde.

Autre intervenante et enseignante au Centre Sèvre à Paris,

Sœur Cécile Renouard constate que la compétition entre les entreprises les emprisonne – ainsi que les Etats – dans la logique de maximisation du profit. Dans ce contexte, les enjeux sociaux et environnementaux n'ont pas leur place alors qu'ils devraient être intégrés en amont, au démarrage de toutes activités économiques ou choix politiques.

Le partage des expériences, un autre atout de la transition

Lors des soirées « Projection-débat » qui ont eu lieu dans tous les cantons romands et la soirée « Bienne en transition » du 6 mars, les participants ont pu découvrir des acteurs régionaux de la transition. Des femmes et des hommes qui font le choix de la proximité, du partage, des relations humaines, de l'artisanat, du respect, de l'équité, de l'entraide, de l'intelligence collective ou encore de la bonne gouvernance pour se construire et développer leur entreprise dans un modèle qui respecte la vie plutôt qu'il ne la détruit.

En l'espace de six semaines, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* ont permis à plus d'un millier de Romandes et de Romands de découvrir le mouvement de la transition et sa vision d'une société plus juste et plus résiliente. Les deux œuvres sont enchantées de l'intérêt et des ambitions grandissants de ces citoyennes et citoyens qui aspirent à un nouveau paradigme.

— Daniel Tillmanns

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

Succès dans la lutte contre l'huile de palme

Fin février, le Conseil national a adopté à une large majorité une motion demandant l'exclusion de l'huile de palme du projet d'accord de libre-échange avec la Malaisie. L'Etat de l'Asie du Sud-Est fournit environ la moitié de l'huile de palme consommée en Suisse, dont la production entraîne régulièrement la destruction des forêts tropicales et le vol de terres. En collaboration avec la coalition suisse pour l'huile de palme, *Pain pour le prochain* fait campagne depuis longtemps contre les accords de libre-échange pour l'huile de palme.

MAX HAVELAAR

Nouveau label équitable



Jusqu'ici, on ne pouvait acheter de roses du commerce équitable qu'à la

pièce ou en bouquet, mais pas dans un bouquet combinant roses équitables et fleurs locales. Ce problème est réglé avec le lancement du nouveau label blanc de Max Havelaar, qui signale la présence de pratiquement tout ingrédient issu d'une filière équitable. Cette nouvelle marque fait coup double : davantage de ventes pour les petits producteurs et davantage de choix et de transparence pour les consommateurs. Comme son prédécesseur noir bien connu, le label blanc est complété par une flèche qui renvoie au dos de l'emballage pour plus d'informations.



Votre huile de cuisson est-elle durable ?

Nos aliments ne sont pas toujours aussi durables que nous l'imaginons. Testez vos connaissances sur les huiles de cuisson les plus utilisées.



Quelle huile de cuisson utilisez-vous ?

- A. Huile d'olive
- B. Huile d'arachide
- C. Huile de tournesol
- D. Huile de colza

Combien de kilomètres parcourt votre huile ?

- A. 10–99 km
- B. 100–999 km
- C. 1000 km ou plus



Quel type de production ?

- A. Industrielle
- B. Agriculture traditionnelle
- C. Équitable
- D. Biologique
- E. Biologique et équitable



Solutions :

Huile d'olive : provient d'Espagne, d'Italie, de Grèce et de Tunisie. Elle est principalement produite industriellement. Selon la réglementation de l'UE, il suffit de déclarer si l'huile provient d'un pays de l'UE ou d'un pays tiers.

Huile d'arachide : 76 % provient du Sénégal. Ce sont majoritairement des groupes de femmes dans de petites coopératives qui la produisent.

L'huile de tournesol : 52 % provient d'Ouganda, de Tanzanie ou du Mozambique et est souvent produite par de petits agriculteurs.

Huile de colza : elle est produite en Suisse et conformément aux exigences de la Suisse, elle est garantie sur l'emballage. Le colza est l'une des plantes oléagineuses les plus importées au monde.

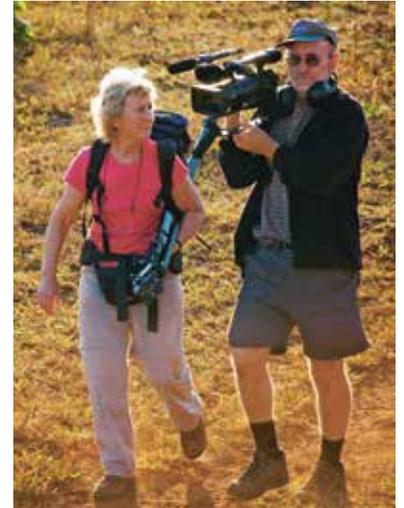
S'ENGAGER AVEC NOUS

Des films pour réfléchir et repenser le monde

Dans le centre de rencontre bündé de Schenkon (Lucerne), Lotti et Josef Stöckli présentent leur vingtième film intitulé « Saatgut-Freiheit für die Vielfalt » (traduction : « Semences – la liberté en faveur de la variété »). Lors de l'introduction, on sent Josef Stöckli animé par la passion de raconter des histoires et de bâtir des ponts entre des réalités fort éloignées.

« La première d'un film est toujours une espèce de Big Bang : nous présentons l'aboutissement d'une longue démarche à un vaste public. Ensuite, viendront les tournées dans les paroisses, les collèges et les centres d'éducation pour adultes ». Et Lotti Stöckli de renchérir : « Nous constatons que le public aime ces projections car, contrairement à ce qui passe au cinéma ou à la télévision, les réalisateurs sont présents et peuvent témoigner des émotions et du vécu qui sous-tendent les images. »

La passion des Stöckli pour le cinéma est née durant le séjour de dix ans qu'ils ont réalisé à Santiago du Chili et à Rio de Janeiro. « Durant ces années, nous avons été comblés par l'hospitalité et par l'affection des gens mais, nous avons aussi pu découvrir la réalité des classes défavorisées avec leurs soucis et leur détresse. Notre engagement est une façon de rendre un peu de ce que nous avons reçu ». C'est un documentaire réalisé à la suite d'un séjour de deux semaines chez les Mapuches, des indigènes du sud du Chili, qui a enflammé leur passion. A l'époque, ce film avait fait des vagues car le destin de cette ethnie était frappé d'un tabou au Chili.



Là où d'autres regardent ailleurs, Lotti et Josef Stöckli regardent de plus près.

« Nous souhaitons montrer à travers nos films les problèmes écologiques et sociaux que provoque notre mode de consommation. Nous voulons ainsi inviter les gens à réfléchir et à changer de mentalité », expliquent les Stöckli. L'idée de ce vingtième film est née lors du tournage de leur documentaire sur le soja : « La question des semences était omniprésente, qu'il s'agisse de variétés hybrides, transgéniques ou biologiques. Quand nous avons appris que les petits paysans colombiens qui cultivaient leurs aliments avec leurs propres semences étaient poursuivis, nous avons voulu y regarder de plus près. » Le résultat : un film saisissant, aux connotations très personnelles, qui nous interpelle.

— Matthias Dörnenburg

Pour obtenir des DVD ou des infos sur les projections : stockli@gmx.ch